



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

CHAUMONT, le 28 mai 2024

Nos réf. : SHM/FDLH/MT n° 24-226

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PLASTIC OMNIUM Auto Extérieur

Z.I. « Les Franchises »
52200 LANGRES

Code AIOT : 0005702394

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14 mai 2024 dans l'établissement PLASTIC OMNIUM Auto Extérieur implanté Z.I. « Les Franchises » 52200 LANGRES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'est inscrite dans le cadre de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 52-2024-01-00120 du 29 janvier 2024, et de l'action nationale de prévention des pertes de granulés plastiques industriels (GPI).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PLASTIC OMNIUM Auto Extérieur
- Z.I. « Les Franchises » 52200 LANGRES
- Code AIOT : 0005702394
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement PLASTIC OMNIUM Auto Extérieur, dont l'activité principale est la fabrication de pare-chocs automobiles à partir d'injection de plastique dans des moules et application de peinture, est réglementé par arrêté préfectoral d'autorisation en date du 26 juin 2008, modifié par l'arrêté complémentaire du 25 octobre 2017. Le site de LANGRES produit environ 4 000 pare-chocs par jour, pour approvisionner les sites du groupe PSA à SOCHAUX et MULHOUSE.

Thèmes de l'inspection :

- Complément d'information sur les FDS dans le cadre de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 52-2024-01-00120 du 29 janvier 2024.
- Action nationale de prévention des pertes de granulés plastiques industriels (GPI).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
 - « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi de l'APMED	APMED n° 52-2024-01-00120 du 29/01/2024	/
2	AN GPI : Typologie des sites industriels	L. 541-15-11 du Code de l'environnement	/
3	AN GPI : Équipements de prévention	D. 541-361 du Code de l'environnement	/
4	AN GPI : Procédures de prévention	D. 541-362 du Code de l'environnement	/
5	AN GPI : Audits des procédures par un AC	D. 541-364 du Code de l'environnement	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des éléments constatés, l'inspection propose de retirer l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 52-2024-01-00120 du 29 janvier 2024.

D'autre part les échanges sur l'action GPI n'amène pas l'inspection à proposer une suite administrative.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29 janvier 2024.

Référence réglementaire : AP de mise en demeure n°52-2024-01-00120 du 29 janvier 2024.
Thème(s) : Suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29 janvier 2024.
Prescription contrôlée : La société PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIEUR, dont le siège social est situé 19, boulevard Jules Carteret – 69007 LYON est mise en demeure, pour son site de LANGRES, de respecter dans un délai de six mois à compter de la date de notification du présent arrêté les dispositions de l'article 3.3.1. (Valeurs limites d'émission (concentration)) de l'arrêté préfectoral n° 2005 du 26 juin 2008 modifié portant prescriptions pour l'exploitation d'une usine de fabrication de pare-chocs automobiles (...) Par conséquent, dans un délai de six mois à compter de la date de notification du présent arrêté la société PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIEUR remplace les produits chimiques classés CMR par des produits moins dangereux. L'absence de substitutifs devra être argumentée et une évaluation des risques sanitaires devra être présentée pour apprécier la compatibilité de ces produits avec l'environnement du site de LANGRES. <i>Contexte : l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29 janvier 2024 a été pris dans le cadre de l'instruction du réexamen IED (rapport SHM/FDLH/SP n° 23-123) et de la vérification du respect de l'article 3.3.1 (Valeurs limites d'émission (concentration)) de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2005 du 26 juin 2008. Au moment de la prise de cet arrêté de mise en demeure, les éléments dont l'inspection avait connaissance laissait supposer l'utilisation de produits C.M.R. (Cancérogènes, Mutagènes ou toxiques pour la Reproduction), dont l'utilisation était interdite par l'arrêté préfectoral d'autorisation précité.</i>
Constats : L'analyse de l'ensemble de ces documents, dont l'inspection n'avait pas connaissance lors de la notification de l'arrêté préfectoral de mise en demeure, conduit aux constats suivants : 1°) certains des produits utilisés par l'établissement comportent bien des solvants aromatiques (Hydrocarbons, C9, aromatics » - n°CAS 128601-23-0 et « Solvant naphta aromatique léger » - n°CAS : 64742-95-6) 2°) dans le cadre de l'application du règlement européen n° 1272/2008, dit « CLP » pour classification, étiquetage et emballage des substances et des mélanges, il ressort que : - le « solvant naphta léger » (n°CAS : 64742-95-6) fait l'objet d'une classification harmonisée qui conduit à lui conférer un statut de CMR du fait des mentions de dangers H340 et H350, sauf dans le cas introduit dans une note (« note P ») en annexe VI du règlement, qui prévoit que cette classification comme cancérogène ou mutagène ne s'applique pas s'il peut être établi que la substance contient moins de 0,1 % poids/poids de benzène (EINECS No 200-753-7) ; auquel cas le fournisseur effectue une auto-classification telle que prévue par le règlement CLP ; - la substance « Hydrocarbons, C9, aromatics » (n°CAS : 128601-23-0) ne fait pas l'objet à ce jour d'une classification harmonisée ; dans ce cas les producteurs initiaux de substances effectuent leur propre auto-classification

3°) Les courriers des fournisseurs initiaux de ces substances confirment que ces solvants aromatiques ont une teneur inférieure à 0,1 % en benzène, ce qui explique que les fiches de données de sécurité transmises ne retiennent finalement pas ces mentions de dangers cancérogènes H340/H350 (suite à cette auto-classification)

Ainsi, au vu de ces éléments, il apparaît désormais erroné de considérer que l'exploitant utilise des substances CMR.

En conséquence, l'inspection propose de retirer l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 52-2024-01-00120 du 29 janvier 2024..

D'autre part, toujours dans le cadre du réexamen IED, l'arrêté préfectoral complémentaire n° 52-2024-02-00032 du 6 février 2024 a été pris. Celui-ci prévoit, à son article 3, que compte tenu des variations des mesures présentées dans les différents PGS (Plan de Gestion des Solvants) et de la présence potentiel de produits identifiés C.M.R., l'exploitant réalise chaque mois et pendant un an une mesure du paramètre COVT sur l'ensemble des émissaires de son établissement.

Au vu de l'absence de produits identifiés C.M.R. sur site et des éléments de l'exploitant notamment une variation notable de la production, l'inspection propose de ramener la fréquence de mesure de mensuelle à trimestrielle.

Type de suites proposées : Projet d'Arrêté Préfectoral de retrait de l'arrêté de mise en demeure et de modification de prescription.

N° 2 : Typologie des sites industriels

Référence réglementaire : L. 541-15-11 du Code de l'environnement

Thème(s) : Typologie des sites industriels

Prescription contrôlée :

A compter du 1er janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement.

A compter du 1er janvier 2022, les sites mentionnés au I font l'objet d'inspections régulières, par des organismes certifiés indépendants, afin de s'assurer de la mise en œuvre des obligations mentionnées au même I et de la bonne gestion des granulés sur l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment s'agissant de la production, du transport et de l'approvisionnement.

Constats :

L'établissement PLASTIC OMNIUM Auto Extérieur, dont l'activité principale est la fabrication de pare-chocs automobiles à partir de l'injection de billes de plastique (Granulés de polypropylène et polycarbonate) préalablement chauffées dans des moules, consomme environ 20 tonnes de granulés de plastique par jour.

Les stockages sur site sont soit en silo soit en big-bag dont l'approvisionnement se fait par camion.

Au vu de l'activité du site, l'établissement est visé par l'action nationale GPI (Granulés de Plastiques Industriels).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

Référence réglementaire : D. 541-361 du Code de l'environnement

Thème(s) : Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

Prescription contrôlée :

Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés

susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.

Constats :

L'exploitant a présenté la zone de dépotage des granulés. Celle-ci est recouverte d'un enrobé séparé des zones végétalisées par une bordure de trottoir. Les points bas disposent de grilles avaloirs pour les eaux pluviales (EP) équipées d'un filtre dont le maillage (inférieur à 1,5 mm) permet de retenir les GPI. Le jour de la visite, il a pu être constaté la présence de quelques grains de plastique « coincés » par les graviers de l'enrobé. Les filtres sous les grilles EP, dont l'état apparent est conforme, ont également capté les fibres végétales transportées (vent/pluie). L'exploitant précise qu'une société, à demeure sur le site, est chargée de l'entretien général. Elle assure périodiquement le contrôle du bon fonctionnement de ces équipements et le curage au vu de leur encrassement. L'exploitant précise que depuis la mise en place de ces filtres (environ un an et demi) aucun filtre n'a dû subir de remplacement suite à un déchirement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques

Référence réglementaire : D. 541-362 du Code de l'environnement

Thème(s) : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques

Prescription contrôlée :

Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à :

- a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ;
- b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ;
- c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ;
- d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ;
- e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ;
- f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ;
- g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.

Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.

Constats :

L'exploitant a présenté l'ensemble des procédures identifiées au présent article. Sur le terrain, il a également pu être constaté la signalétique de sensibilisation mise en place. L'établissement étant dans une démarche 5 S (Supprimer l'inutile, Ranger, Nettoyer, Standardiser, Suivre) a intégré dans son fonctionnement la prévention des pertes de granulés plastiques industriels (GPI). Le point d) (Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements) n'est pas applicable puisque la configuration du site ne le permet pas, l'inspection propose que l'exploitant vérifie auprès du prestataire chargé du curage des débourbeurs-deshuileurs de la présence ou pas de GPI, ce qui permettrait de confirmer la qualité de fonctionnement des équipements mis en place.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Audits des procédures par un organisme accrédité

Référence réglementaire : D. 541-364 du Code de l'environnement
Thème(s) : Audits des procédures par un organisme accrédité
Prescription contrôlée : Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières ", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362. Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai de un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant. Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation ", ou " EA "), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 " Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management " ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes. Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa. Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission. L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.
Constats : L'exploitant a présenté l'ATTESTATION DE RECONNAISSANCE établie par le Bureau Véritas en date du 5 juin 2023, prise dans le cadre du Décret n° 2021-461 du 16 avril 2021 relatif à la prévention des pertes de granulés de plastiques industriels dans l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite